

La République du Centre (et autres titres du groupe Centre France), 20 septembre 2021

AFFAIRE BENALLA ■ Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret, a coprésidé la commission d'enquête parlementaire

« Il a bénéficié d'une impunité »

Le procès d'Alexandre Benalla, cette fois en deuxième instance, est chargé de mission du président Macron est notamment parvenu pour des raisons communes en marge des obligations de l'été 2018.

INTERVIEW
Alexandre Benalla

Vous avez auditionné Alexandre Benalla il y a trois ans. Est-ce un événement de la vie politique ? Il y a eu deux commissions d'enquête parlementaires à l'époque. L'une à l'Assemblée nationale qui a exploré un tout autre aspect de ce qui est allé à son terme. Il y aura un avant et un après ce rapport Benalla, comme il y a eu un avant et un après Dutrieux, en matière judiciaire.



BENALLA. Alexandre Benalla accompagnait personnellement le chef de l'Etat pendant ses déplacements, comme ci lors de l'élection 2017 au Salon de l'Agriculture. (Photo: AFP/AGF)

vous saisir le procureur, comme les 10 jours francs de la loi de procédure pénale. Il est évident que M. Benalla a été contacté pendant un certain temps. Il a bénéficié d'une forme d'impunité que nous aurons pu constater quand il était encore à l'Élysée. Il apparaît qu'il était un livre, directement ou indirectement, avec un rôle de médiateur entre le chef de l'Etat et certains membres de certains groupes de contacts de sécurité privée. Il y avait un tout mélange des genres.

Tout nous démontre, à l'époque, y compris après son départ de l'Élysée, des conversations diplomatiques. Comment est-il possible que quelqu'un qui n'a été nommé dans une mission à durée limitée, mais à durée indéterminée, puisse avoir un tel accès à l'Élysée, puis par le président de la République ?

sur l'image de président Macron ? Ça a pu être un épisode ponctuel de l'histoire de quinquennat. C'est la même que l'on puisse dire. L'erreur, à mon sens, c'est surtout ce dérapage verbal du président devant ses amis, à la maison de l'Élysée, le 14 juillet. Il s'agit de ce qui est venu me chercher. C'est la commission d'enquête qui ne pouvait pas entendre. C'est la Commission, je ne pense pas que le président de la République ait eu profit de cette déclaration qui signifiait en réalité qu'il bénéficiait d'une sorte de protection dans cette affaire.

Il est évident que M. Benalla a été converti, pendant un certain temps. ■
JEAN-PIERRE SUEUR, sénateur PS du Loiret

Les 40 heures de débat télévisé, dans les Français ont été résumés, qui ont conduit à la démission. Il faut donc que nous nous voyions devant nous, nous avons deux missions : venir les faire et contrôler le pouvoir exercé. Ce qui nous pousse à une série de dynamismes, notamment dans la manière de travailler de l'État, au siège de la présidence de la République - il était essentiel

que la représentation nationale fasse son travail. Après avoir le temps de la justice. Il faut donc que nous voyions devant nous, nous avons deux missions : venir les faire et contrôler le pouvoir exercé. Ce qui nous pousse à une série de dynamismes, notamment dans la manière de travailler de l'État, au siège de la présidence de la République - il était essentiel

ceci s'est ouvert et nous s'interrogeons en nous. Mais bien entendu, la justice s'agit de notre responsabilité, et sur le travail des juges, de M. Benalla et de M. Benalla - qui ont travaillé l'un et l'autre.

Il est évident que M. Benalla a été converti, pendant un certain temps. ■
JEAN-PIERRE SUEUR, sénateur PS du Loiret